



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Service de la coordination des politiques
interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de LIHONS
Société GURDEBEKE

Prescriptions de mise en sécurité
et de mesures immédiates prises à titre
conservatoire

A R R Ê T É du 22 MAI 2018

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 juillet 2015 à la société GURDEBEKE SA pour l'extension d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 mars 2018 à la société GURDEBEKE SA ;

Vu le rapport et les propositions en date du 17 mai 2018 de l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'un incendie est survenu le 8 mai 2018 sur l'alvéole 18 du site exploité par la société GURDEBEKE SA à LIHONS ;

Considérant que cet incendie est susceptible d'avoir pu porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport de l'Inspection des Installations Classées indique le flanc Sud de l'alvéole 18 a été endommagé par l'incendie ;

Considérant que des travaux sont nécessaires pour garantir un niveau de protection équivalent à ceux exigées dans l'arrêté préfectoral du 26 mars 2018 ;

Considérant qu'il convient, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences de cet incendie dans les installations exploitées par la société GURDEBEKE SA à LIHONS ;

Considérant que l'urgence de la réalisation des dites évaluations et de la mise en œuvre de ces mesures est incompatible avec les délais de convocation et de tenue de la commission du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et que ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le préfet sans avis préalable de cette commission conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société GURDEBEKE SA, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à NOYON (60400), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur la commune de LIHONS, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Exploitation avant travaux de reprise

Tout dépôt de déchet en contact avec le flanc Sud est interdit, avant la réception des travaux visés à l'article 3.

Article 3 : Travaux de reprise du flanc Sud

1. Les travaux de reprise du flanc Sud font l'objet d'un protocole. Ce protocole décrit à minima les éléments suivants :

- vérification de l'intégrité des barrières de sécurité passives et actives ;
- un dossier technique de conception décrivant les solutions techniques à mettre en place pour garantir une conformité du flanc à l'arrêté préfectoral du 26 mars 2018. Celui-ci comprend notamment :
 - o les éléments à mettre en place au niveau de la barrière de sécurité active et passive ;
 - o les points singulier de raccordement avec les éléments existant permettant de garantir une continuité des barrières actives et passives ;
 - o la compatibilité des moyens de protection (dispositifs d'étanchéité...) entre eux, en cas de mise en place de nouveaux moyens sans suppression des éléments déjà mis en place,
 - o la note de calcul et la compatibilité avec l'ancrage existant, en cas d'ancrage de nouveaux moyens de protection.

- un dossier technique de travaux à réaliser décrivant les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des solutions décrites dans le dossier technique de conception sus-visé. Celui-ci comprend notamment :
 - o Les étapes à réaliser pour mettre en œuvre les solutions sus-visé ;
 - o Les éléments mis en place pour garantir le maintien des dispositifs de gestion des lixiviats pendant la durée des travaux ;
 - o Les contrôles à réaliser pour s'assurer de la bonne réalisation des travaux.

Ce protocole fait l'objet d'un avis réalisé par un organisme tiers, indépendant de l'exploitant et indépendant du bureau d'études à l'origine du protocole.

2. La réalisation des travaux conformément au protocole susvisé fait l'objet d'un contrôle réalisé par un organisme tiers, indépendant de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du flanc.

3. L'admission des déchets en contact avec le flanc sud ne peut débuter que si le rapport de l'inspection des installations classées conclut positivement sur la base des vérifications du dossier visé au point 2.

Article 4 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.171.8 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 5 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Notification et exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE.

Amiens, le 22 MAI 2018
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY